



IdeAs

Idées d'Amérique

15 | 2020

Eau et gestion de l'eau dans les Amériques

L'impact international de la crise chilienne d'octobre 2019

Kevin Parthenay



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ideas/8441>

DOI : 10.4000/ideas.8441

ISSN : 1950-5701

Éditeur

Institut des Amériques

Référence électronique

Kevin Parthenay, « L'impact international de la crise chilienne d'octobre 2019 », *IdeAs* [En ligne], 15 | 2020, mis en ligne le 01 mars 2020, consulté le 25 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ideas/8441> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ideas.8441>

Ce document a été généré automatiquement le 25 mars 2020.



IdeAs – Idées d'Amérique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

L'impact international de la crise chilienne d'octobre 2019

Kevin Parthenay

- 1 Depuis la transition à la démocratie des années 1990, le Chili a incarné un modèle de réussite en Amérique latine. Une réussite qui s'est doublée d'un succès économique atteignant des niveaux inégalés de développement au sein du continent. Devenant le parangon de la stabilité politique et le bon élève en matière d'économie de marché, le Chili a longtemps joué de sa singularité pour intégrer le club des nations développées et globalisées. Premier État d'Amérique du Sud à devenir membre de l'OCDE, le 10 janvier 2011, il est alors fait mention du « miracle chilien » ou de « méthode chilienne » (OCDE, 2011). L'exemplarité du Chili est alors incontestable. Rétrospectivement, ces invocations pourraient prêter à sourire si la situation n'avait pris une tournure tragique à compter du 18 octobre 2019. Pour autant, il est essentiel de bien replacer la crise chilienne dans cette « trajectoire dorée » pour bien comprendre l'ampleur des échos internationaux qu'elle a pu susciter. C'est parce que le Chili a été érigé (en y ayant largement contribué) en modèle que la crise d'octobre 2019 a provoqué des effets retentissant au-delà de ses frontières. Voilà comment comprendre l'inscription « *le Chili sera la tombe du néolibéralisme* » sur un kiosque à journaux parisien à l'occasion de manifestations contre les retraites de décembre 2019. A l'international, le Chili avait fini par incarner un modèle dont il était progressivement devenu le meilleur élève.
- 2 Le soulèvement du peuple chilien a subitement fait changer le pays de statut international au grand dam de ses dirigeants. De modèle, le Chili rejoignait aussitôt les rangs des nations latino-américaines en proie à la multiplication de crises multidimensionnelles. Ce changement brusque en matière de reconnaissance internationale a pour le moins eu des implications au-delà des frontières chiliennes qu'il s'agit d'observer dans cette conjoncture incertaine.

« 18/O » : l'onde de choc internationale de la crise chilienne

- 3 L'ampleur de l'onde de choc qu'a générée la crise chilienne s'explique par l'existence d'une audience élargie et du contrecoup de son exemplarité continentale.

Le Chili dans une contestation globalisée

- 4 La crise chilienne s'inscrit dans un double faisceau de crises : international et continental latino-américain. International, car de Santiago à Alger, en passant par Hong Kong et Paris, des mouvements de contestation sont apparus à l'échelle globale pour dénoncer les effets du néolibéralisme. Répondant chacune à des réalités spécifiques, ces crises marquent le souhait convergent d'une transformation profonde des sociétés face à l'épuisement d'un modèle économique et politique qui a généré inégalités sociales, corruption et dégradation démocratique. S'inscrivant dans cette vague globale de contestations, le Chili devient aussitôt l'incarnation paradoxale de la remise en question d'un modèle qui a forgé la réussite du pays.
- 5 Sur le plan continental, l'automne 2019 restera celui des soulèvements populaires. Entre octobre et novembre 2019, des crises surviennent en Équateur (contre l'élévation des prix de l'essence), en Colombie (contre les réformes du gouvernement d'Ivan Duque) et en Bolivie (en écho à la dénonciation d'irrégularités électorales), en complément de crises politico-institutionnelles survenues plus tôt au Honduras (2017), au Pérou (2018), au Guatemala (2015) ou au Brésil (2016). Ce très rapide panorama souligne en revanche que la crise chilienne se déploie dans une conjoncture fluide à l'échelle régionale qui contribue à braquer l'attention internationale, notamment médiatique, sur l'instabilité continentale.
- 6 Dans ce contexte, l'État chilien a joué d'une conjoncture diplomatique défavorable au moment où éclatent les manifestations. En effet, le Chili se trouve alors engagé dans des activités multilatérales de haut niveau qui eurent un effet démultiplicateur. Deux événements sont à mentionner : la tenue du Sommet des dirigeants de l'APEC – le forum de Coopération économique Asie-Pacifique – et la tenue de la COP 25 (Conférence des parties de la Convention des Nations unies pour le changement climatique). Si pendant un temps les autorités du pays ont cherché à maintenir les deux sommets, devant l'intensité de la contestation sociale et l'écho des violences policières, le président Piñera décida finalement le 30 octobre 2019 d'annuler la tenue de ces deux événements multilatéraux. En prenant cette décision, le Chili essuie un important camouflet diplomatique et doit faire face à une situation internationale inédite car, sans en être hôte, le pays continue d'assurer la présidence des deux événements. Si la COP 25 fut rapatriée d'urgence à Madrid, le Chili dut cependant assumer la responsabilité d'avoir privé l'APEC de son Sommet annuel pour 2019, laissant la Malaisie face à une situation complexe pour 2020.

La malédiction de l'exemplarité chilienne

- 7 Étant érigé en modèle, le Chili a été victime de son exemplarité affichée sur le plan international. Alors que le président Piñera vantait l'oasis chilienne face aux turbulences continentales, deux titres de Bloomberg News symbolisent la rupture :

« How Chile Went From an Economic Star to an Angry Mess » (Boyd S., 2019), « Chile's Violence Has a Worrisome Message for the World » (Authers J., 2019). Lorsque la crise éclate et, avec elle, l'expression d'un mécontentement social grandissant, les observateurs sont perplexes car le pays possède les meilleurs indicateurs économiques de la région. Le Chili apparaît ainsi parmi les États les plus stables du continent ce qui est reconnu et confirmé par les agences de notation (S&P « AA- », Moody's « Aa3 », Fitch « A »). Cependant, avec la crise, cette image du « miracle chilien » s'effondre d'autant plus vite. Ces mêmes agences de notations sont aujourd'hui dans l'attente des résultats de référendum constitutionnel pour mesurer la capacité du gouvernement à faire face aux revendications et garantir la stabilité du pays. L'impact international est d'autant plus fort que les racines du modèle qui a forgé la réussite du pays sont remises en question. Le modèle néolibéral hérité de la dictature de Pinochet et des Chicago Boys, qui a essaimé dans la région, vacille là même où il a rencontré le plus grand succès.

- 8 Cette contestation est d'autant plus lourde de sens qu'elle s'inscrit dans un cycle politique qui faisait du retour conservateur une option à nouveau crédible après un cycle progressiste. Dans ce contexte, le Chili entendait affirmer son leadership en réactivant la coopération régionale à travers la création d'un Forum pour le progrès de l'Amérique du Sud (PROSUR)¹. Lancé en grande pompe au siège de la Mission du Chili aux Nations Unies, et largement soutenu par la Banque interaméricaine de développement (BID), le Chili ambitionnait alors se positionner en promoteur régional d'un nouveau cycle politico-économique conservateur et libéral.
- 9 Enfin, l'exemplarité chilienne a été durablement affectée par les violences policières (voir l'article d'Aguilera dans ce dossier). Les épisodes du « 18/O » ont fait l'objet de quatre rapports internationaux qui convergent pour souligner l'existence de graves violations des droits de l'Homme commises par les forces de sécurité chiliennes (Arrellano F., *et al.*, 2019). Ces violations ont rappelé l'appartenance du Chili à un continent en proie à la multiplication des violences politiques comme en témoignent les cas vénézuélien, nicaraguayen et bolivien, entre autres. S'il ne s'agit bien entendu pas d'essentialiser la violence, on remarquera que ce pays qui a longtemps voulu se démarquer des autres États de la région, par sa stabilité, par son développement, et par l'image d'une société pacifiée, se trouve dès lors brutalement associé aux enjeux communs de la région.

Tableau 1 : Les rapports internationaux sur les violations des droits de l'Homme au Chili.

	Date	Morts	Blessés	Arrestations	Violation DH
Amnesty International	21/11/2019	5	2300	nd.	23
Human Rights Watch	26/11/2019	26	110	15 000	
Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH)	06/12/2019	26	2808	20 645	2670

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme (HCDH)	13/12/2019	26	4903	28 210	2141
---	------------	----	------	--------	------

Source : Amnistia Internacional (2019), HRW (2019), CIDH (2019), HCDH (2019)

Diplomatie latino-américaine et politique étrangère chilienne : conséquences et défis de la crise d'octobre.

- 10 Comme l'a souligné l'ex-ministre des Relations extérieures chilien, Heraldo Muñoz, la crise chilienne a constitué « un coup dur à l'image et à la politique extérieure du Chili » (Barría C., 2019). Quels sont les effets de ce changement ? Alors que le Chili cherchait sous l'administration Piñera à endosser un leadership régional sur divers tableaux, autant sur le plan économique que politique (APEC, PROSUR) ou environnemental (COP25, gouvernance globale des océans), l'une des conséquences immédiates de la crise est d'avoir mis un frein à cet activisme diplomatique. La priorisation du rétablissement de l'ordre public national a relégué au second plan l'investissement multilatéral chilien, ouvrant ainsi la voie à l'affirmation d'autre(s) leader(s) potentiel(s) et à une reconfiguration du scénario géopolitique latino-américain. En ce début d'année 2020, le Mexique a affiché explicitement son intention d'endosser ce rôle et statut de leader régional (réactivation de la Communauté des États Latino-Américains et de la Caraïbe, exil offert à Evo Morales, « Plan Intégral de développement » pour l'Amérique centrale).
- 11 Par ailleurs, dans un contexte de consolidation des forces conservatrices, le cas chilien est une piqûre de rappel et une source d'inquiétude pour les États qui se sont engagés dans la voie des réformes néolibérales. Le Brésil de Jair Bolsonaro en constitue l'exemple le plus emblématique. En réaction à la crise chilienne, le président brésilien a décidé de freiner l'application de ses réformes économiques, notamment l'introduction au Parlement de propositions de réformes fiscales et de la fonction publique (Gallaraga Cortazar N., 2019). Le ministre Paulo Guedes a en effet déclaré au journal *Estadão* que face aux vagues de protestations en cours, les réformes ont été freinées pour ne pas donner un prétexte supplémentaire à l'essor de la contestation. Au Brésil, l'inquiétude est d'autant plus présente que les réformes libérales de Guedes sont très largement inspirées du modèle chilien. Le ministre de l'Économie de Bolsonaro a d'ailleurs été lui-même formé à l'École de Chicago et a toujours affirmé vouloir en appliquer les principes.
- 12 Depuis la crise d'octobre, le Chili a entrepris un travail de reconquête diplomatique. Le ministre Teodoro Ribera a multiplié les rencontres et déplacements internationaux. Les prises de paroles dans les sommets multilatéraux, la convocation de rencontres parallèles (voir tableau 2), et l'extension des déplacements à l'étranger pour rencontrer les principaux partenaires (notamment la Chine lors du sommet du G20 au Japon) ont été les principaux outils de cette reconquête. Par ailleurs, chaque activité diplomatique a fait l'objet d'une communication systématique à l'attention des médias internationaux pour témoigner de l'engagement gouvernemental face à la crise. Enfin, le ministre Ribera donna instruction aux ambassadeurs chiliens de s'adresser régulièrement aux médias et d'endosser une attitude proactive pour contrebalancer les rapports internationaux qui sont publiés sur les violations des droits de l'homme ayant

cours au Chili (Artaza F., 2019). Cette stratégie passe enfin par la normalisation de la crise chilienne, car comme l'a rappelé le ministre Ribera lors du Sommet des ministres du G20, ce qu'a vécu le Chili n'est pas « un phénomène qui affecte uniquement notre pays » (MRE).

Tableau 2 : Rencontres diplomatiques du ministre Teodoro Ribera post-18/10/2019

8/11/2019	Rencontre avec les ministres des Relations extérieures du Groupe de Lima	XVI Réunion du Groupe de Lima (Brasilia, Brésil) - Ambassade du Chili à Brasilia.
23/11/2019	Rencontre avec les ministres du G20 (+ rencontres bilatérales : Allemagne, Inde, Indonésie, France, Australie, Royaume-Uni, Turquie et Japon)	Sommet des ministres du G20 (Nagoya, Japon)
26/11/2019	Rencontre avec les représentants des États membres de l'OEA	Session extraordinaire du Conseil Permanent de l'OEA (Washington DC, États Unis).
05/12/2019	Réunion avec les ministres des Relations extérieures du MERCOSUR	Session extraordinaire du Conseil Permanent de l'OEA (Washington DC, États Unis).

Source : élaboration propre.

BIBLIOGRAPHIE

Amnistia Internacional, « Chile : Política deliberada para dañar a manifestantes apunta a responsabilidad de mando », 21 novembre 2019, <https://urlz.fr/bBqA>, page consultée le 10/03/2020

Arrellano, Francisco, Faure, Eyleen, Lopez, María José, *et al.* « El “Nunca Más” que nunca fue: análisis de los cuatro informes sobre Derechos Humanos tras el 18/0 », *CIPER*, 20 décembre 2019, <https://urlz.fr/bBqz>, page consultée le 10/03/2020

Artaza, Francisco, « Canciller refuerza agenda para explicar crisis », *La Tercera*, 11 novembre 2019, <https://urlz.fr/bBqx>, page consultée le 10/03/2020

Authers, John, « Chile's Violence Has a Worrisome Message for the World », *Bloomberg Opinion*, 22 octobre 2019, <https://www.bloomberg.com/opinion/articles/2019-10-22/chile-s-violent-protests-have-a-worrisome-message-for-the-world>, page consultée le 10/03/2020

Barría, Cecilia, « Protestas en Chile: las consecuencias económicas y de imagen de la cancelación de 2 grandes cumbres internacionales por el estallido social », *BBC News Mundo*, 31 octobre 2019, <https://urlz.fr/bBqq>, page consultée le 10/03/2020

Boyd, Sebastian, « How Chile Went From an Economic Star to an Angry Mess », Bloomberg, 23 novembre 2019, <https://urlz.fr/bBqn>, page consultée le 10/03/2020

CIDH (OEA), « CIDH condena el uso excesivo de la fuerza en el contexto de las protestas sociales en Chile, expresa su grave preocupación por el elevado número de denuncias y rechaza toda forma de violencia », 6 décembre 2019, <https://urlz.fr/bBql>, page consultée le 10/03/2020

Gallaraga Cortazar, Naiara, « Bolsonaro frena sus reformas económicas por miedo al contagio de las protestas », *El País*, 26 novembre 2019, <https://urlz.fr/bBfg>, page consultée le 10/03/2020

HCNUDH, « Informe ONU sobre la crisis en Chile describe múltiples violaciones de derechos humanos y hace un llamado a reformas », 13 décembre 2019, <https://urlz.fr/bBq7>, page consultée le 10/03/2020

Human Rights Watch (HRW), « Chile: Llamado urgente a una reforma policial tras las protestas », 26 novembre 2019, <https://urlz.fr/bBq6>, page consultée le 10/03/2020

Ministerio de Relaciones Exteriores (MRE), « Canciller Ribera aborda situación de Chile en su intervención en G20 », 23 novembre 2019b, <https://urlz.fr/bBpX>, page consultée le 10/03/2020

OCDE, « Le Chili devient le premier membre de l'OCDE en Amérique du Sud », 11 janvier 2011, <https://urlz.fr/bBpN>, page consultée le 10/03/2020

NOTES

1. Dont les États membres sont l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Paraguay, le Pérou, l'Équateur et le Guyana.

AUTEUR

KEVIN PARTHENAY

Kevin Parthenay est affilié à l'Université de Tours – OPALC/Sciences Po
kevin.parthenay@sciencespo.fr